

## Régime cadre exempté de notification relatif à la valorisation des services environnementaux et incitation à la performance environnementale des exploitations SA. 108010

Le présent régime est mobilisable par le ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires (Agences de l'eau, services de l'Etat). Les collectivités territoriales peuvent intervenir en cofinancement.

### 1 – Objet du régime

L'urgence environnementale et climatique, relative en particulier au recul constaté de la biodiversité ordinaire, commande une action résolue des pouvoirs publics. Le secteur agricole est particulièrement concerné par cette problématique et peut constituer un domaine de reconquête de la biodiversité, pour autant que soit engagée sa transition écologique vers des modes de production à moindre impact environnemental, reposant sur les principes de l'agroécologie.

Conformément à la mesure n°24 du plan biodiversité présenté par le Premier ministre le 4 juillet 2018, le présent régime prévoit la mise en place de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) à destination des agriculteurs dont les pratiques sont bénéfiques à l'environnement. Il s'inscrit dans la continuité du régime SA.62811 (ex SA.55052) modifié par le SA.103992 « valorisation des services environnementaux et incitation à la performance environnementale des exploitations ». Son objectif est d'améliorer sensiblement la qualité de l'environnement d'une manière mesurable à partir des résultats obtenus sur des indicateurs caractérisant des systèmes de production ou la gestion des structures paysagères auxquels sont associés des services environnementaux.

Plus précisément, le présent régime cadre consiste en un dispositif incitatif de rémunération dont la logique se fonde sur :

- l'attribution, au niveau national, d'une valeur plafond aux services environnementaux ;
- l'évaluation, au niveau d'une exploitation agricole, des services environnementaux rendus, par la mesure annuelle de la performance environnementale appréciée au travers des caractéristiques des systèmes de production agricoles d'une part, et des modalités de gestion des structures paysagères (« infrastructures agroécologiques ») d'autre part, selon une grille de notation définie territorialement.

Ce dispositif se veut modulable pour s'adapter aux spécificités des territoires et responsabilisant pour les agriculteurs, dont l'évolution des systèmes d'exploitation conditionne le montant des paiements perçus (i.e. tout ou partie de la valeur plafond attribuée par le présent régime aux services environnementaux).

Il permet donc de mettre en œuvre, dans un cadre expérimental, un nouvel outil d'action publique :

- mobilisant une logique de rémunération singulière et innovante, en ce sens qu'elle repose sur la prise en compte des services environnementaux fournis par les agriculteurs et qu'elle suppose l'attribution d'une valeur à ces services ;
- adaptable aux situations territoriales en fonction de leurs enjeux environnementaux, et des caractéristiques des systèmes de production agricole ;
- laissant une grande marge de manœuvre aux acteurs territoriaux (porteurs de projets territoriaux collectifs, agriculteurs) pour définir leurs propres moyens d'action, en fonction des objectifs de résultat visés ;
- donnant aux agriculteurs la responsabilité de choisir la trajectoire d'évolution de leurs systèmes de production, conditionnant le niveau de rémunération envisageable ;
- accordant une importance centrale à la relation entre actions individuelles et actions collectives, et aux dynamiques territoriales qui en découlent ;

- confiant aux collectivités territoriales un rôle déterminant dans la conduite et l'aboutissement des projets collectifs, visant à répondre aux enjeux de préservation de la biodiversité, des ressources en eau et des sols qui les concernent.

Ce régime d'aides prévoit un dispositif de suivi et d'évaluation, compte tenu de la dimension expérimentale de l'aide et de l'opportunité d'en tirer des enseignements, notamment pour clarifier le concept de paiements pour services environnementaux, aujourd'hui utilisé de façon très diverse et confuse, et pour explorer les possibilités ouvertes par la mobilisation de ce concept en matière d'action publique relative au domaine agro-environnemental.

### 1.1. Procédure d'utilisation

Les aides publiques accordées aux agriculteurs au titre de ce régime en respectent toutes les conditions et mentionnent les références expresses suivantes :

- Pour des textes réglementaires :

« Dispositif d'aide pris en application du régime d'aide exempté SA. 108010 relatif à la **valorisation des services environnementaux et incitation à la performance environnementale des exploitations**, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. »

- Pour une convention, une délibération d'attribution des aides ou tout acte juridique attributif de l'aide :

« Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté SA. 108010 relatif à la **valorisation des services environnementaux et incitation à la performance environnementale des exploitations**, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. »

### 1.2 Bases juridiques

Règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Réglementation nationale relative aux réserves naturelles (article L.332-1 et suivants du code de l'environnement), aux Parcs nationaux (article L.331-1 et suivants du code de l'environnement) et aux arrêtés de protection de biotope (article L.411-1 et suivants du code de l'environnement)

Articles L.1511-1 et suivants et article L.2224-7-1 du code général des collectivités territoriales.

Article L.1321 et suivants du code de la santé publique, impliquant l'obligation pour une collectivité distributrice d'eau potable, d'en assurer une qualité respectant les normes propres à sa consommation.

Article L.253-17 du code rural et de la pêche maritime.

Action n°24 du Plan biodiversité du 4 juillet 2018 ;

Les dispositions juridiques suivantes, déclinées par thème, encadrent également l'octroi des aides :

#### Protection de l'eau

Objectifs de bon état des masses d'eau, fixés par le Parlement européen dans la Directive Cadre sur l'Eau (Directive 2000/60/CE du Parlement européen) et transposés au niveau national dans la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2016 ainsi que leurs textes d'application. Ces textes

ainsi que le plan de gestion du bassin (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – SDAGE) fixent les orientations d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, les objectifs d'atteinte du bon état des eaux, et les captages prioritaires sur lesquels il est nécessaire d'atteindre ces objectifs ;

Loi Grenelle I du 3 août 2009 et article L.211-3 du Code de l'Environnement, prévoyant la protection des captages prioritaires les plus menacés par les pollutions diffuses, pour lesquels des programmes de reconquête de la qualité de l'eau doivent être mis en œuvre.

Directive Nitrates européenne (91/676/CEE), déclinée dans un programme d'actions national et des programmes régionaux.

#### Protection de la biodiversité

Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages

Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages

#### Réglementation agricole

Encadrement législatif et réglementaire rattaché à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques : arrêté du 4 mai 2017 ; loi n° 2014-110 du 6 février 2014 ;

## **2. Durée**

Le présent régime est applicable à partir du 15 mai 2023 jusqu'au 31 décembre 2024 (date limite d'engagement des dossiers).

## **3. Montant maximal du régime**

Le montant maximal du présent régime cadre est de 170 millions d'euros.

## **4 Champ d'application**

### **4.1. Zones éligibles**

Le présent régime s'applique sur l'ensemble du territoire national métropolitain, en particulier sur les territoires à enjeux eau et/ou biodiversité et/ou protection des sols.

L'identification de ces territoires pourra se faire par le biais d'un appel à manifestation d'intérêt ou appel à projets organisé par chaque Agence de l'eau ou service de l'État, ou par candidature spontanée de porteurs de projets territoriaux auprès de ces Agences ou du service de l'État concerné. Le choix des territoires de mise en œuvre du dispositif est opéré par les services de l'État ou les Agences de l'eau, assurant le financement du dispositif. Les Agences de l'eau pourront s'appuyer pour ce faire sur un comité comprenant notamment les services de l'État, ainsi que l'Office français de la biodiversité (OFB).

La priorisation et la sélection des territoires et des projets correspondants se feront en fonction de l'importance des enjeux territoriaux, du nombre d'agriculteurs potentiellement concernés, de l'ambition affichée des projets en matière environnementale, et de leur rapport coût/efficacité. Il sera donné une importance première aux dynamiques collectives, garantes d'une efficacité environnementale.

Le choix des territoires de mise en œuvre du dispositif respecte les règles en matière de cumul des aides énoncées au point 6 du présent document.

## 4.2. Exclusions

Le présent régime ne s'applique pas aux aides suivantes :

- aides en faveur d'activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres, c'est-à-dire aux aides directement liées aux quantités exportées et aux aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation ;
- aides qui, par elles-mêmes, par les modalités dont elles sont assorties ou par leur mode de financement, entraînent de manière indissociable une violation du droit de l'Union, en particulier :
  - a) les aides dont l'octroi est soumis à l'obligation pour le bénéficiaire d'utiliser des marchandises produites sur le territoire national ou des services nationaux ;
  - b) les aides restreignant la possibilité pour les bénéficiaires d'exploiter les résultats de la recherche, du développement et de l'innovation dans d'autres États membres ;
- aides individuelles accordées à une entreprise faisant l'objet d'une injonction de récupération à la suite d'une décision antérieure de la Commission déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur ;
- aides aux entreprises en difficulté ;
- aides individuelles dont l'équivalent-subvention brut (ESB) dépasse les seuils suivants : 600 € par hectare et par an pour les cultures annuelles, 900 € par hectare et par an pour les cultures pérennes spécialisées et 450 € par hectare et par an pour les autres utilisations des terres ;

## 5. Conditions générales d'octroi des aides

### 5.1 Forme de l'aide

L'aide est octroyée sous forme de subvention directe. Il s'agit donc d'une aide transparente, c'est-à-dire une aide dont il est possible de calculer précisément et préalablement l'ESB, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une analyse de risque.

### 5.2 Effet incitatif

Le présent régime s'applique exclusivement aux aides ayant un effet incitatif au sens des lignes directrices agricoles.

L'aide allouée au titre du présent régime entend valoriser les services environnementaux rendus par les exploitations agricoles et inciter à leur performance environnementale en conditionnant le niveau de rémunération à cette performance.

L'attractivité du dispositif est liée à :

- la lisibilité du dispositif (rémunération proportionnée aux services environnementaux rendus, sur la base d'indicateurs déterminés) ;
- la souplesse de mise en œuvre (liberté sur les moyens mobilisés pour obtenir les résultats visés) ;
- le mode de rémunération valorisant le métier d'agriculteur, par la mise en avant des services environnementaux rendus ;
- l'accompagnement des agriculteurs et leur intégration dans des dynamiques collectives ;
- la possibilité de contribuer à la définition d'un projet adapté aux spécificités du territoire et à ses enjeux (choix d'indicateurs de résultat pertinents, adaptation des seuils propres aux indicateurs de résultat).

### 5.3 Intensité de l'aide et coûts admissibles

Les aides s'inscrivant dans le présent régime ne sont pas fondées sur des pratiques dont il s'agirait de compenser les surcoûts et manques à gagner consécutifs à leur mise en œuvre, mais sur une quantification des services environnementaux réels rendus, au moyen d'indicateurs caractérisant le profil environnemental des exploitations, afin de favoriser une évolution vers les systèmes propres à celles d'entre elles qui génèrent le plus de bénéfices environnementaux.

Le présent régime d'aides définit et s'appuie sur les coûts admissibles, dans le cadre des de l'article 34 du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022, par les modalités de détermination des valeurs guides nationales des services environnementaux, décrites supra en 5.1.

Aux fins du calcul de l'intensité de l'aide et des coûts admissibles, tous les chiffres utilisés sont avant impôts ou autres prélèvements.

Les coûts admissibles sont étayés de pièces justificatives qui doivent être claires, spécifiques et contemporaines des faits.

Le montant d'aide peut être fixé sur la base d'hypothèse standard de surcoûts et de pertes de revenus. Dans de tels cas, l'autorité d'octroi veille à ce que les calculs et les aides correspondantes ne contiennent que des éléments qui sont vérifiables, qui sont basés sur des chiffres établis par une expertise appropriée, qui indiquent clairement la source des chiffres utilisés, qui sont différenciés pour tenir compte des conditions régionales ou locales et de l'utilisation effective des sols, le cas échéant, et qui ne contiennent pas d'éléments liés aux coûts d'investissement.

La TVA est exclue du bénéfice de l'aide.

Les aides payables dans le futur, notamment celles payables en plusieurs tranches, sont actualisées à leur valeur au moment de leur octroi. Les coûts admissibles sont actualisés à leur valeur à la date d'octroi de l'aide. Le taux d'intérêt à appliquer à l'actualisation est le taux d'actualisation applicable à la date d'octroi de l'aide.

## 6. Description du régime d'aides

### 6.1 Bénéficiaires

Peuvent être bénéficiaires au titre du présent régime, les personnes morales ou physiques ayant la taille de petites et moyennes entreprises<sup>1</sup> exerçant une activité agricole dans les territoires éligibles conformément au point 3.1, dans lesquels la mesure est ouverte et financée par l'Agence de l'eau ou le service de l'État compétent. Ne sont pas éligibles les grandes entreprises.

### 6.2 Contenu des engagements agro-environnementaux

Les entreprises bénéficiaires s'engagent sur une base volontaire à mener des opérations consistant en un ou plusieurs engagements agro-environnementaux en matière de restauration de la biodiversité, de préservation des sols et/ou de protection de la ressource en eau, qui promeuvent un changement de pratiques agricoles.

Ces engagements vont au-delà :

<sup>1</sup> Au sens de l'annexe I, article 2 du REAF.

- Des exigences réglementaires correspondantes en matière de gestion et des normes BCAA établies en vertu du titre III, chapitre I, section 2, du règlement (UE) 2021/2115 ;
- Des exigences minimales pertinentes relatives à l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires ainsi que des autres exigences obligatoires pertinentes établies par la législation nationale et le droit de l'Union ;
- Des conditions établies pour le maintien de la surface agricole conformément à l'article 4, paragraphe 2, point b) du règlement (UE) 2021/2115.

L'aide s'appuie sur un engagement contractuel entre agriculteur et financeur d'une durée de 5 ans.

### 6.3 Principe général du système de paiement.

Le dispositif de PSE doit être mis en œuvre dans le cadre de projets collectifs territoriaux, portés par des maîtres d'ouvrage identifiés, ci-après dénommés « porteurs de projet territorial » ou « opérateurs territoriaux » (collectivités territoriales, syndicats d'alimentation en eau potable ou de bassins-versants, Parcs naturels régionaux, Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif...), sur des territoires porteurs d'enjeux forts en matière de biodiversité, de protection des ressources en eau, ou de protection des sols.

Les agriculteurs bénéficient d'un accompagnement de la part dudit porteur de projet territorial/opérateur territorial : celui-ci, par le biais d'une animation territoriale dédiée, leur donnent accès aux connaissances pertinentes et aux informations nécessaires à la mise en œuvre des opérations, peut en cas de besoin leur dispenser une formation appropriée, et leur donne également accès à l'expertise afin d'aider les agriculteurs qui s'engagent à modifier leur système de production. En outre, les plans d'action définis par les opérateurs territoriaux pourront comprendre des actions d'animation agricole, dont la maîtrise d'œuvre pourra être confiée aux structures de développement agricole (chambres d'agriculture notamment).

L'aide versée aux agriculteurs d'un territoire éligible au titre du présent régime est attribuée par hectare (€/ha). La surface prise en compte est celle de l'exploitation en son intégralité (SAU).

L'aide intègre la rémunération des services environnementaux rendus par les agriculteurs, au travers de deux domaines d'activité : gestion des systèmes de production agricole et gestion des structures paysagères (« infrastructures agroécologiques »).

Elle correspond à la part des valeurs attribuées par le présent régime aux services environnementaux, présentée ci-après, à due concurrence de la performance environnementale de l'exploitation concernée, appréciée annuellement sur la base d'indicateurs et d'un barème de notation adaptés aux territoires.

#### Valeur associée aux services environnementaux :

Les aides octroyées au titre de ce régime sont liées à l'obtention de résultats, relatifs aux caractéristiques des systèmes de production et de gestion des structures paysagères, qui constituent au titre du présent régime deux ensembles de services environnementaux distincts et complémentaires.

Le régime d'aides attribue des valeurs plafond (valeur guides) à ces services, fondées sur :

- la quantité de services environnementaux nécessaires à l'atteinte d'un état écosystémique jugé optimal, considérée dans le présent régime comme nécessaire au passage et au maintien de l'ensemble de la ferme France au mode de production biologique d'une part, et à l'existence d'infrastructures agroécologiques à hauteur de 15 % de la SAU d'autre part ;

- les surcoûts et manques à gagner associés à cette quantité de services (coûts de référence fondant le montant des soutiens à l'agriculture biologique (maintien et conversion), et données statistiques relatives à des chantiers d'entretien ou de création de haies.

Quatre valeurs (ci-contre), fondées sur les surcoûts et manques à gagner associés aux pratiques mises en œuvre par les agriculteurs, sont ainsi définies par le présent régime et caractérisent les services environnementaux maximums (SE max) que rémunère la puissance publique (données en €/ha/an).

Rémunération €/ha	Gestion des structures paysagères	Gestion des systèmes de production agricole
Création -Transition	676	260
Entretien – maintien	66	146

#### 6.4 Coûts admissibles

Les aides s'inscrivant dans le présent régime compensent une partie des surcoûts et des pertes de revenus des agriculteurs résultant des engagements pris, mais avec une logique de rémunération des services environnementaux rendus (système de paiement fondé sur les résultats). Il est procédé à une quantification des services environnementaux réels rendus, au moyen des indicateurs caractérisant le profil environnemental des exploitations définis supra, afin de favoriser une évolution vers les systèmes propres à celles d'entre elles qui génèrent le plus de bénéfices environnementaux.

#### 6.5 Calcul de l'aide

La détermination du montant de l'aide versée à un bénéficiaire mobilise les valeurs guides attribuées aux services environnementaux (5.2), et s'appuie sur la notation de la performance environnementale de son exploitation, dont le présent régime prévoit un cadre composé :

- d'une liste d'indicateurs proposée par le porteur de projet et soumise à la validation de l'Agence de l'eau ou du service de l'État concerné ou imposée par ces derniers, permettant de caractériser le système de production agricole ainsi que l'importance des structures paysagères et les modalités de leur gestion ;
- d'un barème de notation, adaptable selon les enjeux du territoire par la modulation des valeurs seuils des indicateurs (minimum, maximum) encadrant la plage de rémunération.

La liste d'indicateurs retenue au niveau d'un territoire :

- est conforme à l'architecture et aux règles définies au niveau national ;
- est conforme aux règles d'articulation avec les mesures de la Politique agricole commune, tel que précisé au point 6 du présent document ;
- s'applique de manière homogène à l'ensemble des agriculteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet (liste fermée définie au niveau territorial).

Les choix des valeurs seuils respectent les règles définies au niveau national

Le montant annuel à l'hectare perçu par l'agriculteur correspond à :

$$\text{Montant des PSE} = \sum (\text{valeurs guides} \times \text{notes de l'exploitation})$$

Ce montant peut varier d'une année sur l'autre selon l'existant ou les évolutions consenties par rapport à l'année n-1.

Le présent régime prévoit également la possibilité d'un « bonus collectif », dont l'utilisation relève du choix stratégique du porteur de projet sur un territoire, fonctionnant par modulation des valeurs guides en fonction de l'importance de la dynamique territoriale (atteinte des valeurs guides nationales si la dynamique territoriale est suffisante).

## 6.6 Intensité de l'aide

L'intensité de l'aide est proportionnée à la performance environnementale des exploitations, et donc aux services environnementaux que cette performance traduit.

Elle est limitée à 100 % des coûts admissibles, et n'excède pas 600 € par hectare et par an pour les cultures annuelles, 900 € par hectare et par an pour les cultures pérennes spécialisées et 450 € par hectare et par an pour les autres utilisations des terres.

## 6.7 Clause de révision

Une clause de révision est prévue afin de garantir l'adaptation des engagements en cas de modification des exigences et normes obligatoires mentionnées au paragraphe 6.2.

## 7. Règles de cumul

Les règles suivantes permettent de garantir l'absence de risque de double financement entre les aides PSE et les instruments du premier et du second pilier de la PAC.

### Articulation avec la conditionnalité

Les indicateurs utilisés pour caractériser la performance environnementale des exploitations sont déterminés de manière à aller au-delà des exigences de la conditionnalité des aides (absence de rémunération sur la base d'indicateurs traduisant des pratiques qui relèvent de la conditionnalité, notamment en termes de BCAE).

L'indicateur relatif à l'importance relative des prairies permanentes dans la SAU d'une exploitation ne pourra être choisi dans les territoires situés dans des régions pour lesquelles une autorisation de retournement de prairies permanentes est nécessaire ou pour lesquelles ce retournement est interdit au titre de la PAC.

### Articulation avec les paiements couplés

Les aides du présent régime peuvent être cumulées avec les aides versées au titre des paiements couplés définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/2115. Toutefois les indicateurs retenus seront définis de sorte qu'ils intègrent un critère complémentaire de gestion. Par exemple, s'agissant des surfaces de cultures de légumineuses, les indicateurs définis pour le paiement d'aides au titre des PSE ne prendront en compte que les surfaces qui ne sont pas traitées par des produits phytosanitaires.

### Articulation avec les éco-régimes

Les aides du présent régime peuvent être cumulées avec les 3 niveaux et les 3 voies de l'écorégime.

Les indicateurs des PSE doivent être différents ou doivent aller au-delà des exigences des différentes voies de l'écorégime.

Pour veiller au non cumul de financement, les PSE ne rémunéreront pas des indicateurs étant par ailleurs rémunérés par l'écorégime (liste des indicateurs nationaux indiquée dans l'annexe). La vérification sera faite lors de l'instruction des dossiers de demande de paiement des agriculteurs et liée à la voie de l'écorégime choisie. Par exemple, l'éco régime de la voie certification de niveau spécifique (BIO) ou supérieur (HVE version révisée en 2023 ou non révisée) ne pourra pas être cumulé avec le paiement d'un indicateur PSE qui porte sur les mêmes services environnementaux. C'est le cas lorsqu'une obligation ou un indicateur du cahier des charges d'une certification est comparable à un indicateur PSE. Dans ce cas, l'indicateur PSE n'est pas rémunéré.

Et pour être additionnel aux obligations de l'éco-régime, des règles de gestion supplémentaires

peuvent être associées aux indicateurs.

Il sera également possible pour les porteurs de projet qui le souhaitent et afin de faciliter l'instruction des dossiers, de ne pas permettre le cumul de leur projet PSE avec certains niveaux et certaines voies de l'écorégime.

Les aides du présent régime ne sont pas cumulables avec les bonus haie de l'écorégime lorsque le projet PSE inclut un indicateur de gestion durable des IAE.

#### Articulation avec les mesures agro-environnementales du second pilier de la PAC

Les aides du présent régime ne peuvent pas être cumulées avec les MAEC (dont les aides à l'agriculture biologique) définies à l'article 70 du règlement (UE) 2021/2115 pour un exploitant agricole donné, à l'exception de la MAEC Protection des Races Menacées et de la MAEC API (Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles). Les deux dispositifs peuvent cohabiter sur un même territoire, mais un agriculteur pourra souscrire soit aux MAEC (et/ou à une aide à la conversion– CAB), soit au dispositif PSE de manière exclusive. Lorsqu'il sollicitera une aide au titre des PSE, il reviendra à l'agriculteur, sur la base d'une copie de son dossier de demande d'aides PAC pour la campagne considérée, de justifier qu'il ne demande pas à bénéficier de MAEC et/ou d'une aide CAB que ce soit pour une demande initiale ou la poursuite d'un engagement.

#### Articulation avec les aides à l'investissement du second pilier de la PAC

Il peut y avoir cumul des PSE avec des aides à l'investissement relevant des Programmes de Développement Rural (PDR), sauf pour ce qui concerne les aides aux « investissements non productifs » visant des objectifs communs à ceux du présent dispositif de PSE notamment s'agissant de la préservation de la biodiversité ou de l'amélioration de la qualité de l'eau (création de haies, reconstitution d'éléments paysagers, restauration de bocages...).

Pour les projets s'appuyant sur des indicateurs différents de ceux cadrés au niveau national et définis dans le présent dossier (annexe 3), l'Agence de l'eau, en tant que structure responsable de la sélection des projets territoriaux qui pourront faire l'objet d'un financement, est chargée de garantir que les indicateurs retenus vont au-delà des exigences de la conditionnalité, et qu'ils n'engendrent aucun risque de double financement avec les dispositifs de la PAC.

## **8. Suivi et contrôle**

### **8.1. Publicité**

Le présent régime d'aide est mis en ligne sur le site Internet :

<https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/aides-d-etat>

Les autorités françaises s'engagent à publier sur le *Transparency Award Module* de la Commission chaque aide individuelle de plus de 10 000 euros pour les bénéficiaires actifs dans la production agricole primaire, et ce dans un délai de 6 mois à compter de la date d'octroi.

Les informations suivantes, doivent être publiées pour les aides individuelles concernées :

- le nom du bénéficiaire ;
- l'identifiant du bénéficiaire ;
- le type d'entreprise (PME ou grande entreprise) au moment de l'octroi ;
- la région du bénéficiaire, au niveau NUTS II ;
- le secteur d'activité au niveau NACE ;
- le montant total de l'aide ;
- la forme de l'aide ;
- la date d'octroi ;

- l'objectif de l'aide ;
- l'autorité d'octroi.

### **8.2. Suivi**

Les autorités octroyant les aides conservent des dossiers détaillés sur les aides individuelles accordées sur la base du présent régime. Ces dossiers contiennent toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans le présent régime sont remplies, y compris des informations sur le statut des entreprises, et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le présent régime.

Les dossiers concernant les aides individuelles sont conservés pendant dix ans à compter de la date d'octroi des aides.

### **8.3 Rapport annuel**

Les données pertinentes concernant ce régime seront intégrées au rapport annuel sur les aides d'État transmis à la Commission européenne par l'Etat membre conformément au règlement (CE) n°794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du TFUE.

ANNEXE 1 Listing des indicateurs nationaux pouvant être utilisés dans le cadre des PSE – Précision des règles de gestion pour maintenir l’additionnalité des indicateurs PSE par rapport à la PAC

Domaine/sous-domaine	Indicateur nationaux	Définitions	Signification de l'indicateur au regard de la fourniture de services environnementaux	Valeurs seuils (exemples)		Références bibliographiques	Moyens envisageables (liste non exhaustive)	Règles de gestion des PSE liées à la nouvelle PAC
				mini	maxi			
Gestion des structures paysagères	% IAE au sein de la SAU gérés durablement	IAE = particularités topographiques, gérées durablement (par ex. pour les haies, conformément au cahier des charges du label bois bocager) % IAE = surface d'IAE x 100/SAU	Développement des IAE au sein du paysage et qualité de leur gestion en faveur de la biodiversité	5 % <sup>(1)</sup>	15,00%	OILB	Implantation de haies, Gestion durable des IAE, dont gestion des haies selon cahier des charges du label haie	Pas de cumul de l'indicateur PSE avec le bonus haie de l'éco-régime
	Nombre de milieux présents sur l'exploitation	Milieux = couverts cultivés, prairies permanentes, vergers, milieux naturels (marais...) ou semi-naturels (friches de longue durée...) <sup>(2)</sup> .	Diversité des ressources et des habitats, au sein de l'exploitation agricole	4	8	IBEA	Diversification des productions. Préservation ou restauration de milieux naturels ou semi-naturels	

		Morcellement parcellaire	Taille moyenne des parcelles de l'exploitation (parcelle = unité cohérente dotée d'un couvert homogène)	Incidence positive sur la biodiversité liée au morcellement parcellaire	6 ha	3 ha	IBEA	Découpage fonctionnel des parcelles couplé à une diversification de l'assolement.	Non rémunération de l'indicateur PSE pour les agriculteurs bénéficiant de la voie de la certification niveau supérieur de l'écorégime (HVE)
<b>Caractéristiques des systèmes de production agricole</b>	Gestion des couverts végétaux	% prairies permanentes dans la SAU	Prairies permanentes = surface dans laquelle l'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées (ensemencées ou naturelles) prédominent depuis cinq années révolues ou plus.	Maintien ou développement des services écosystémiques liés aux prairies (biodiversité, stockage de C, protection des sols, préservation des ressources en eau...)	A définir par territoire <sup>(3)</sup>	A définir par territoire		Orientation vers des systèmes de production valorisant les prairies permanentes	
		Longueur moyenne des rotations sur l'exploitation (ans)	$\Sigma$ (longueur rotation sur une parcelle) pour l'ensemble des parcelles/nombre de parcelles de l'exploitation	Incidence positive sur la biodiversité de la diversité des couverts cultivés présents dans les rotations	3	6		Diversification des assolements et allongement des rotations	Pas d'incompatibilité : la rotation de l'indicateur PSE est calculée en ne prenant en compte que les cultures principales.
		% des terres arables de l'exploitation engagé dans une rotation	% des terres arables de l'exploitation engagé dans une rotation en année n par rapport à l'année n-1	Incidence positive sur la biodiversité de la diversité des couverts cultivés présents dans les rotations	60	80		Diversification des assolements et allongement des rotations	Pas d'incompatibilité puisque l'indicateur PSE ne comptabilise que les cultures principales.



Valorisation des ressources de l'agro-écosystème	Ratio N orga/(N minéral)	Apport total N orga (effluents d'élevage type I : fumiers, composts, biodéchets...)/apport total N pour l'ensemble de l'exploitation	Bouclage du cycle de l'azote au niveau de l'exploitation (valorisation des effluents d'élevage de l'exploitation, hors effluents de type II : lisiers) ou du territoire (effluents d'élevage de type I, composts de boues de STEU, biodéchets triés à la source...).	0,2	0,5	IBEA	Partenariat avec des élevages, boues de stations d'épuration, etc.	Non rémunération de l'indicateur PSE pour les agriculteurs bénéficiant de la voie de la certification de niveaux supérieur et spécifique de l'écoringe (HVE et AB)
	Quantité moyenne d'azote minéral par hectare	Apport total N minéral sur l'ensemble de l'exploitation/SAU	Niveau d'intensification de la production végétale, inversement corrélé à la production de services écosystémiques de régulation de la qualité des ressources en eau et de régulation des populations de parasites.	100 kg N/ha à moduler en fonction du contexte territorial	20 kgN/ha à moduler en fonction du contexte territorial	IBEA/RAD/CIVAM	Développement de légumineuses au sein de la surface cultivée – Acceptation de produits bruts/ha plus faibles pour maximiser la valeur ajoutée nette/ha	Non rémunération de l'indicateur PSE pour les agriculteurs bénéficiant de la voie de la certification de niveaux supérieur et spécifique de l'écoringe (HVE et AB)
	% SAU non irriguée		Faible mobilisation des ressources en eau du territoire, permettant de préserver les « usages » naturels de l'eau (préservation des habitats et de la biodiversité aquatiques)	100 %	0 %		Choix de cultures sobres en eau	

			Faible mobilisation des ressources en eau du territoire, permettant de préserver les « usages » naturels de l'eau (préservation des habitats et de la biodiversité aquatiques)	À définir localement, en fonction des contextes agroclimatiques	À définir localement, en fonction des contextes agroclimatiques		Choix de systèmes d'irrigation et conduite de l'irrigation efficaces dans l'utilisation de l'eau	
			Reconnaître et encourager la sobriété énergétique / intrants des exploitations	5,5 TeqCO2/ha	1,50 TeqCO2/ha	RAD	TCS...	
			Indicateur de résultat, relatif à l'adéquation du système de production à la maîtrise des populations d'adventices, sans recourir à l'utilisation de produits herbicides.	30 %	100 %	IBEA	Caractéristiques du système de production ne nécessitant qu'un usage modéré à l'utilisation des herbicides. Assollements-rotations, cultures compagnes, désherbage mécanique..., etc.	Non rémunération de l'indicateur PSE pour les agriculteurs bénéficiant de la voie de la certification de niveaux supérieur et spécifique de l'écoringe (HVE et AB)  L'indicateur PSE ne comptabilise pas les prairies sensibles.



(i) IAE : le seul minimum de 5 % est fixé ; des valeurs plus élevées peuvent être requises localement ; le seuil maximum de 15 % est supposé correspondre à l'obtention d'un optimum pour la biodiversité.

(ii) Milieux pris en compte :

— Terres cultivées	— Landes, garrigues, parcours, pelouses sèches	— Arbres isolés en milieux cultivés
— Prairies naturelles	— Eaux dormantes	— Friches de longue durée
— Prairies temporaires	— Eaux courantes	— Autres milieux (falaises, éboulis, grottes, carrières, ruines...).
— Vergers	— Marais, tourbières, zones humides	
— Vignes	— Haies	
— Forêts	— Bosquets	
— Lisières forestières	— Milieux herbacés non productifs jachères, bandes enherbées, bordures de parcelles)	

(iii) Les prairies permanentes sont des éléments paysagers sources de nombreux services écosystémiques, mais sont en même temps des composantes des systèmes de production. Leur développement est donc lié au choix d'orientations technico-économiques sur l'exploitation, et la fixation de seuils ne peut se faire que localement, en considérant non seulement les enjeux environnementaux, mais aussi les références régionales relatives au développement des prairies et à leur place dans les systèmes de production.